

Charles Akande, rédacteur

## *Survol des négociations à l'OMC sur l'agriculture*

### **Éditorial : Des diplomates commerciaux désespérés**

Comme chacun s'y attendait, au cours du Forum de l'OCDE de cette année, il n'était question que de continuer d'éviter le protectionnisme et de trouver des solutions pour conclure le Cycle de Doha, âgé de huit ans, dans le cadre du train de mesures économiques mondiales, qui sont cruciales pour remettre l'économie mondiale sur pieds. Le plan du DG consistait à faire s'entendre les membres sur l'importance de la reprise des pourparlers techniques à Genève, avant l'ajournement d'été, et leur faire partager le même « sentiment qu'il faut agir d'urgence » au moment où ils abordent « la dernière phase ». Si, en fait, les membres sont convenus du premier point, il demeure néanmoins de profondes différences sur ce qui servira de base pour les futures négociations : les membres accepteront-ils de suivre l'approche fondée sur le « test de résultat » préconisée par M. Lamy, ou utiliseront-ils les textes de 2008 comme base des pourparlers. Les pays en développement, particulièrement les pays émergents, refusent toujours d'entreprendre des négociations bilatérales sur l'accès aux marchés. Qui plus est, certains d'entre eux souhaitent que les États-Unis clarifient leur position à l'égard de ce qu'ils recherchent et de ce qu'ils sont prêts à concéder en échange – deux questions sur lesquelles, de l'avis de nombreuses personnes, l'USTR n'a pas encore élaboré. On pourrait aller jusqu'à dire que les États-Unis ne le feront probablement pas avant que le président Obama formule l'orientation globale de la politique commerciale américaine, et ce n'est pas demain la veille que cela se produira.

### **Mini-conférence ministérielle de l'OCDE**

À la Conférence ministérielle de l'OCDE qui s'est tenue du 23 au 25 juillet, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a peint aux ministres un sombre tableau du commerce mondial, prédisant une chute du commerce de 10 % en volume pour 2009 (la précédente estimation était de 9 %) qui se soldera pas une contraction de 14 % dans les pays développés et de 7 % dans les pays en développement. Pour la contrer, M. Lamy propose de travailler sur quatre fronts : contenir les pressions protectionnistes; travailler aux finances du commerce; soutenir l'aide pour le commerce et enfin, évidemment, conclure le Cycle de Doha pour le développement (CDD).

Sur ce dernier point, cependant, le DG affirme qu'il a capté le signal que tous les membres souhaitent reprendre les négociations à pleine vitesse et que le moment est venu d'« opérationnaliser ces signaux à Genève, au moyen d'un processus multilatéral de négociation, accompagné de contacts bilatéraux discrets entre les acteurs ». Ceci, a-t-il ajouté, « devrait préparer les ministres à se réimpliquer après le congé d'été ». En faisant cette déclaration, M. Lamy a confirmé ce que l'on prévoyait, en l'occurrence qu'il ne convoquerait pas de mini-ministérielle traitant du CDD à Genève au mois de juillet.

Si ce n'est en juillet, quand sera-ce donc? C'est sur ce point que les choses se compliquent quelque peu. À Paris, les membres de l'OMC sont convenus de deux choses :

1. d'intensifier le processus de Genève en reprenant les pourparlers techniques avec les négociateurs principaux afin de rapprocher les positions sur les questions en suspens restantes
2. que les ministres tirent parti de chaque occasion possible au cours des semaines et des mois prochains pour s'engager politiquement et faire progresser les négociations.

### **Les pourparlers techniques doivent s'intensifier à Genève**

Les membres sont certes convenus de reprendre les pourparlers techniques à Genève, mais deux points de vue s'affrontent sur la façon de la faire. D'un côté, le représentant au Commerce des États-Unis, M. Ron Kirk, est d'avis que si l'on continue de faire ce que l'on a fait au cours des trois dernières années, on court de nouveau à l'échec; les membres doivent donc trouver de nouvelles approches pour réaliser des progrès considérables vers la conclusion du Cycle. À cette fin, il propose de prendre appui sur l'« effort multilatéral au moyen d'engagements directs bilatéraux conclus les uns avec les autres, afin de faire progresser le plus rapidement possible la phase finale des négociations ». Cela signifie, essentiellement, d'entreprendre un exercice d'ingénierie inverse en groupes bilatéraux ou en petits groupes, car les États-Unis sont convaincus que les gains en matière d'accès aux marchés qui sont actuellement énoncés dans les textes de projet de modalités, ne correspondent pas à ce qu'ils sont prêts à concéder de leur soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges (c.-à-d. l'engagement de ramener leurs SGEDE à 14,5 milliards de dollars).

Aux antipodes de ceci, les pays en développement (et particulièrement les pays émergents : Brésil, Inde, Afrique du Sud, Chine), ont réitéré leur souhait que les pourparlers reprennent avec l'objectif de parvenir à des modalités fondées sur le texte de décembre 2008, et pour ceci, ils sont disposés à intensifier le dialogue afin de trouver des solutions, particulières afin de régler les problèmes en souffrance. Ils insistent pour dire qu'à leur avis, il serait « déraisonnable et irréaliste » de présumer que les pays en développement feront d'« autres concessions unilatérales », particulièrement dans le contexte de la crise économique actuelle.

Un autre point sur lequel les divergences avec les États-Unis sont profondes, c'est que les pays en développement souhaitent reprendre les pourparlers dans le contexte d'un processus multilatéral transparent et inclusif. Les engagements individuels touchent les intérêts de tous les membres. En d'autres termes, les pays en développement émergents refusent de participer à des « tests de résultat » de pays à pays, bilatéraux ou en petits groupes, une idée préconisée par les États-Unis et qui recueille le soutien du DG et de plusieurs pays axés sur les exportations.

En fait, dans un article éditorial publié dans le Wall Street Journal, la commissaire au Commerce de l'UE, Lady Catherine Ashton, et le ministre australien du Commerce, M. Simon Crean, ont écrit que les membres doivent « donner une idée de ce à quoi ressemblerait un accord final », pour relancer le Cycle. Les ministres prétendent que tous les membres doivent faire savoir clairement quels secteurs ils protégeront, afin que chaque membre « puisse peser objectivement ce qui est offert ». Le problème avec cette solution est que les pays en développement émergents pensent que cette approche va à l'encontre de l'accord d'« auto-désignation », en vertu duquel les membres sont convenus que les pays en développement ne précisaient les produits qu'ils ont l'intention de protéger des réductions tarifaires que lorsque les modalités seront conclues. Le ministre des Affaires étrangères du Brésil, M. Celso Amorim, a même qualifié cette approche de « complètement injuste », pour les pays en développement. Cependant, Lady Ashton et M. Crean ont prévenu tous deux que si les membres ne sont pas en mesure d'examiner, dès à présent, ce à quoi à un ensemble acceptable pour tous, y compris les accords sectoriels de l'AMNA, doit ressembler, ils « courent certainement à l'échec ».

## **Il faut accroître l'engagement politique**

S'agissant de l'engagement politique, comme l'a dit le ministre du Commerce australien, M. Simon Crean, lors de la conférence de presse qui a suivi la mini-conférence ministérielle qu'il a accueillie, tous les ministres (notamment ceux des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Inde, du Brésil, du Canada, du Japon, de la Corée, de l'Afrique du Sud et de la Suisse) conviennent qu'il faut un certain élan politique pour revitaliser le Cycle, et même si des progrès considérables ont été réalisés lors de la dernière Conférence ministérielle (c.-à-d. qu'on s'est entendu sur 80 % de l'ensemble de modalités en juillet dernier), les ministres ont reconnu qu'une seule conférence ministérielle ne permettait pas d'amener le Cycle de Doha à sa conclusion. Par conséquent, on considère que la convocation de plusieurs réunions mini-ministérielles pour faire progresser les pourparlers au moyen de discussions informelles est ce qui s'impose pour donner une nouvelle orientation aux négociations et parvenir à un consensus.

La ministérielle du Groupe de Cairns, qui s'est déroulée à Bali, était considérée comme le premier pas dans cette direction. L'assemblée annuelle de l'OCDE, le Sommet du G-8 + G5 (Brésil, Inde, Afrique du Sud, Chine et Mexique) qui se déroulera du 8 au 10 juillet, la Conférence ministérielle de l'APEC des 21 et 22 juillet et la Conférence des ministres du Commerce provisoire du G-20 à Delhi auront toutes pour objectif de faire s'engager les ministres, afin qu'ils restent prêts, en permanence, à faire rapport de l'évolution des pourparlers.

M. Lamy convient avec l'évaluation de M. Crean, que pour conclure un accord, il faudra que le processus soit plus clair à l'égard de ce qui se trouve sur la table et que les membres puissent faire accepter à leur électeurat respectif. Pour y parvenir, les membres devront passer à la vitesse supérieure et reprendre les pourparlers techniques à Genève avant l'ajournement d'été, afin que l'on puisse faire place nette pour que les ministres s'engagent plus efficacement. L'objectif, a-t-il ajouté, consistera à faire rapport des progrès réalisés lors du Sommet du G-20 à Pittsburgh, afin que les dirigeants puissent donner le feu vert pour la conclusion des pourparlers.

## Prochains événements

- Réunion sur l'agriculture en Salle E/D, 3 juillet 2009
- Consultations sur l'agriculture (divers formes) juillet 2009
- Atelier technique d'information sur les listes, date exacte à confirmer
- Sommet du G-8, 8-10 juillet 2009 (L'Aquila, Italie)
- Semaine de l'AMNA, semaine du 13 juillet 2009
- Réunion ouverte sur l'agriculture, à confirmer (vers la fin juillet 2009)
- Conférence de l'APEC des ministres responsables du Commerce, 21-22 juillet 2009 (Singapour)
- Conseil général, 28-29 juillet, 13-14 octobre, 17-18 décembre 2009
- Conférence des ministres du Commerce du G-20, septembre 2009 (à confirmer)
- Sommet du G-20, 24-25 septembre (Pittsburgh)
- Forum public de l'OMC, 28-30 septembre 2009
- Conférence ministérielle de l'OMC, 30 novembre-2 décembre 2009

**Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.**

Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez visiter le site [www.fermesetaliments.ca](http://www.fermesetaliments.ca)

Dépôt légal :

Bibliothèque nationale du Canada

ISSN 1496-9254



Dairy Farmers  
of Canada  
Les Producteurs Laitiers  
du Canada



EGG FARMERS  
OF CANADA  
Dedicated to Quality



LES PRODUCTEURS  
D'ŒUFS DU CANADA  
Dédiés à la qualité



Canadian  
Hatching Egg  
Producers



Les Producteurs  
d'œufs d'incubation  
du Canada